

Plus que de l'argent - La localisation en pratique

Véronique de Geoffroy et François Grunewald (Groupe URD), avec Réiseal Ní Chéilleachair (Trócaire)

Le terme « localisation » est devenu le mot phare de l'année 2017. C'est un sujet qui a atteint une nouvelle dimension en raison des engagements pris dans le cadre de la Grande Négociation¹ lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire en mai 2016. Les acteurs internationaux accordent plus d'attention au rôle des organisations locales et nationales, alors que les acteurs nationaux veulent jouer un rôle plus important dans la réponse humanitaire et être reconnus comme des acteurs majeurs dans l'intervention d'urgence.

Alors qu'un certain nombre d'organisations humanitaires travaillent systématiquement avec des partenaires locaux, pour d'autres, c'est principalement un moyen d'accéder à des régions difficiles ou d'économiser de l'argent dans un contexte où les donateurs exercent une pression pour réduire les coûts. Bien qu'il y ait eu beaucoup de discussions sur le rôle des acteurs locaux et la nécessité de rendre l'aide aussi locale que possible et aussi internationale que nécessaire et renforcer, sans remplacer les capacités locales, une grande partie de la discussion a eu lieu au niveau international et entre des acteurs internationaux.

En 2017, Trócaire et le Groupe URD ont mené des recherches sur la signification en pratique de la « localisation » de l'aide humanitaire. En travaillant avec les partenaires de Trócaire et la communauté humanitaire dans son ensemble en Birmanie et en République démocratique du Congo (RDC), ces recherches ont examiné la localisation dans le cadre de la Grande Négociation. Le rapport final de recherche fournira des recommandations à Trócaire sur la façon de renforcer le travail de partenariat avec les acteurs locaux dans les milieux humanitaires.

La localisation de l'aide est un processus collectif des différentes parties prenantes du système humanitaire (donateurs, organismes des Nations Unies, ONG) qui vise à ramener les acteurs locaux (autorités locales ou société civile) au centre du système humanitaire avec un rôle plus important et plus central.

En plus de permettre une réponse humanitaire plus efficace et performante, l'objectif à long terme de la localisation est de renforcer la résilience des communautés touchées par la crise en établissant des liens avec les activités de développement.

Définir la localisation et identifier ses sujets

Il n'existe pas encore de définition unanimement acceptée de la localisation de l'aide. Pour encadrer la discussion autour des différentes composantes de ce concept, la définition commune suivante a été proposée : La localisation de l'aide est un processus collectif impliquant différentes parties prenantes qui vise à ramener les acteurs locaux, qu'ils soient des organisations de la société civile ou des institutions publiques locales, au centre du système humanitaire avec un rôle plus important dans la réponse humanitaire. Cela peut prendre plusieurs formes : des partenariats plus équitables entre les acteurs internationaux et locaux, un financement accru et « aussi direct que possible » pour les organisations locales et un rôle plus central dans la coordination de l'aide. En affirmant cela, la question de pouvoir est soulevée. La localisation nécessite un changement dans les relations de pouvoir entre les acteurs, tant en termes de prise de décision stratégique que de contrôle des ressources.

¹ <http://www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861>

Beaucoup de problèmes concernant la mise en pratique de la localisation proviennent d'un manque de compréhension des acteurs locaux. Afin de pouvoir travailler avec, pour ou grâce à des acteurs locaux, étatiques ou des organisations de la société civile, il est nécessaire d'identifier et de comprendre la diversité d'un large éventail d'acteurs. Leur nature et leurs capacités varient et sont le résultat de trajectoires très différentes.

La localisation est un sujet de plus en plus central au sein des équipes humanitaires des pays (Humanitarian Country Teams). Engager les acteurs « locaux », comme les acteurs de première ligne et les groupes qui n'ont aucun lien entre eux ou qui ne peuvent pas établir de lien avec les mécanismes de coordination internationale est tout un défi. Dans certains cas, le système doit être changé pour impliquer efficacement avec les acteurs locaux et veiller à ce que les réponses soient aussi locales que possible. En termes de localisation et de renforcement des capacités des partenaires locaux, la tentation est d'imposer un système répété des mêmes normes, standards et procédures sur les acteurs nationaux et locaux, ce qui pourrait réduire l'avantage comparatif et la complémentarité dans différents contextes.

L'identification des acteurs locaux dans chaque contexte spécifique est une première étape essentielle avant que le concept de localisation puisse être appliqué en pratique : les problèmes en jeu ne sont pas identiques pour un conflit ouvert, une crise étendue complexe ou une situation d'urgence soudaine ou croissante liée à une catastrophe naturelle. Identifier les capacités en termes de préparation, de rapidité de réponse, d'accès, d'agilité, de respect des principes humanitaires, de responsabilité, de durabilité et de prévention dans ces différents types de contextes permet au concept de localisation d'être mis en pratique au-delà des hypothèses et des gestes « politiquement correctes ».

Localisation : enjeux

La recherche a révélé que le « programme » de localisation est une boîte de Pandore remplie de questions liées à l'économie politique de l'aide et aux relations Nord/Sud. Si elle est mal gérée, elle pourrait potentiellement créer ou aggraver les tensions entre les acteurs locaux et internationaux.

La localisation nécessite un changement dans les relations de pouvoir entre les acteurs, tant en termes de prise de décision stratégique que de contrôle des ressources.

Dans cet article, nous examinons 6 questions importantes qui s'appliquent au secteur humanitaire dans son intégralité : acteurs locaux, autorités locales, organisations internationales, donateurs et tous les acteurs supplémentaires engagés dans l'action humanitaire qui seront influencés par la Grande Négociation, qu'ils soient signataires ou non.

1. AUGMENTATION DES TENSIONS ENTRE ACTEURS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

Les ONG locales et nationales ont des opinions mitigées sur leurs relations avec les acteurs internationaux. Celle-ci dépendent à la fois du comportement et de l'approche de l'acteur international (leurs pratiques et leur point de vue sur les partenariats) et sur la maturité de l'acteur national et son indépendance à la fois sur le plan financier et sur son positionnement. Bien que les ONG nationales et locales reconnaissent où les contributions positives et les interactions constructives ont contribué à leur croissance, il existe de nombreux domaines de tension.

i. Accès et concurrence pour le financement :

L'accès des ONG locales au financement international reste difficile. Peu de donateurs ont des lignes budgétaires spécifiques pour les ONG locales. L'utilisation de plus en plus fréquente des appels d'offres concurrentiels qui, à certains égards, pourrait être favorable aux ONG locales (en termes de coûts) est injuste pour plusieurs raisons. Certaines ONG locales estiment que la concurrence avec les ONG internationales pour certaines propositions est déséquilibrée lorsque le cofinancement est nécessaire. Il est difficile, voire impossible, pour ces ONG d'augmenter la part des fonds qui est demandée. Ce point de vue est confirmé par certaines agences de l'ONU qui sont en train de nouer des partenariats plus directs avec les ONG locales, mais peinent à trouver des partenaires qui répondent à leurs critères, notamment en ce qui concerne leur capacité

de mobilisation de fonds complémentaires. Les personnes interrogées ont souligné deux autres facteurs qu'ils jugent injustes : le fait que les ONG internationales tentent de recevoir du financement local lorsqu'ils ont d'autres possibilités au niveau international ; et « le fait que nous soyons injustement en concurrence avec des ONG internationales ayant davantage d'expérience ».

ii. La question des frais généraux : Pour les ONG nationales et locales, le développement institutionnel dépend de l'accès aux fonds de soutien dédiés, et lorsque ces derniers n'existent pas, aux frais généraux. Lorsqu'on lui demande ce qui devait être changé afin d'améliorer la localisation, un partenaire de Trócaire en Birmanie a répondu, « Obtenir du financement plus direct, qui comprend les coûts administratifs ». Le soutien institutionnel de donateurs et du financement non affectés est exceptionnel et très apprécié. Le fait que les ONG nationales et locales doivent passer par des ONG internationales, qui gardent généralement une grande partie des frais généraux, crée de la rancœur. « Nous avons été suffisamment formés, nous n'avons pas besoin de renforcer nos compétences » déclarent certaines ONG locales. « Nous voulons traiter directement avec les donateurs », et conserver ainsi les frais généraux pour leurs propres besoins.

iii. Respect et égalité de traitement : certains représentants décrivent les problèmes de comportement de certains membres du personnel expatrié (manque de respect, suspicion, etc.). Les acteurs locaux se sentent parfois exploités lorsqu'ils sont approchés pour donner des informations relatives à l'évaluation des besoins pour ensuite être contournés lorsque vient le temps de répondre aux besoins. Les différences de salaires entre les employés locaux et internationaux sont régulièrement mentionnées et ne semblent pas justifiées : cela soulève la question de la différence de salaire entre les gestionnaires nationaux d'ONG internationales, le personnel des ONG locales et celui des administrations locales et nationales, avec un

risque réel de problèmes sur le marché du travail local : concurrence pour embaucher les meilleurs employés et la fuite des cerveaux. Les acteurs locaux ont également du mal à investir dans des systèmes de soutien et de logistique en général, tels que des véhicules. Cela crée une différence de statut avec les ONG internationales qui est parfois considérée comme injuste.

iv. Accès à l'information. Les ONG locales, y compris les plus développées, décrivent la difficulté qu'elles rencontrent pour accéder à l'information. L'accès à Internet est difficile dans de nombreuses régions et nécessite une logistique et des ressources importantes, que de nombreux acteurs locaux n'ont pas.

v. La complexité et la nature encombrante des mécanismes de déclaration : au-delà d'une certaine taille et d'un certain nombre de projets à gérer, les ONG locales se plaignent de la complexité et de la quantité de rapports qui doivent être produits, avec différents calendriers et formats selon le donateur/partenaire. En Birmanie, selon les personnes sur le terrain, « Chaque partenaire doit fournir un rapport sur chaque programme, en suivant un format de rapport spécifique. Dans certains cas, Trócaire cherche à concilier les choses à un niveau supérieur. C'est extrêmement chronophage pour les partenaires et pour Trócaire² ».

En Birmanie, certaines ONG internationales sont reconnues pour soutenir efficacement leurs partenaires nationaux. Pour certaines ONG locales interrogées dans le cadre de cette étude, c'est un objectif stratégique de devenir partenaires de ces organisations. Pour d'autres acteurs, les ONG internationales sont considérées comme des concurrents. Selon une personne interrogée en Birmanie « En supprimant la couche intermédiaire (les Nations Unies et les ONG internationales), plus d'argent ira à la population » et « ça fait longtemps que les ONG internationales existent, mais on peut noter qu'elles se sont rendues obsolètes ».

². La Birmanie a été identifiée comme un pays pilote pour l'Aid Harmonisations : Grande Négociation WS 4. Réduisez les coûts liés à la répétition inutile et à la gestion en effectuant des évaluations fonctionnelles périodiquement.

La question de la localisation ouvre la porte à d'autres questions essentielles liées à l'économie politique de l'aide et aux relations Nord/Sud. Si elle est mal gérée, elle peut potentiellement créer ou accroître les tensions entre les acteurs locaux et internationaux.

2. ANALYSE CRITIQUE DU SECTEUR HUMANITAIRE PAR LES ACTEURS LOCAUX ET NATIONAUX.

Le système d'aide est devenu standardisé et plus complexe ces dernières années. De nos jours, les organisations internationales utilisent un certain nombre de normes (projet Sphère, Normes humanitaires fondamentales), de lignes directrices et de processus (mécanismes de regroupement de services, cycles de réponse et plans de réponse humanitaire, etc.) afin de répondre aux différentes situations humanitaires de manière responsable, prévisible et cohérente.

En termes de localisation et de renforcement des capacités des partenaires locaux, il pourrait être très tentant d'imposer les mêmes normes, standards et procédures aux acteurs nationaux et locaux, ce qui serait susceptible d'entraîner une perte de diversité, de différence et de créativité pour faire les choses autrement. Toutefois, dans la mesure où la localisation contribue à promouvoir la résilience et la durabilité en faisant les choses différemment, les acteurs doivent adapter les programmes au contexte et promouvoir la différence et la diversité.

Selon un partenaire en Birmanie : la flexibilité requise en période de turbulence n'est pas toujours présente avec les donateurs occidentaux. Souvent, les donateurs ne comprennent pas les changements sur le terrain et conservent une approche rigide de « gestion axée sur les résultats » dans des conditions turbulentes, complexes et diversifiées qui évoluent rapidement. Pourtant, selon un autre partenaire, « engager un partenariat avec l'ONU est toujours difficile en termes de décisions partagées. L'ONU arrive toujours avec des projets d'autres pays et fait peu d'efforts pour les adapter au contexte ».

Les mécanismes de coordination humanitaire sont souvent très complexes et lourds, et les acteurs nationaux et locaux ont souvent du mal à y trouver leur place. Les réunions tenues dans une langue étrangère, les informations généralement transférées par Internet, les moyens de transport souvent indisponibles et les contraintes de temps, rendent difficile leur participation. Dans certains pays, les ONG locales et nationales utilisent des outils de communication spécifiques (comme WhatsApp) que les organisations internationales n'utilisent pas souvent.

L'approche de travail en cloisonnement administratif de l'assistance et qui est promue par les mécanismes de coordination humanitaire, est également régulièrement critiquée en Birmanie, où les acteurs locaux estiment que la réponse humanitaire devrait être intégrée.

Selon l'un des partenaires de Trócaire en Birmanie : « La réponse locale à une grande catastrophe est souvent rapide et adaptée au cours des premières 24 à 48 heures. Tandis que les ONG internationales et les agences des Nations Unies continuent de discuter et rencontrent des difficultés logistiques pour se mettre en place, les ONG locales savent se déplacer rapidement, arrivent avec quelques ressources et commencent les opérations avant même d'avoir toutes les informations. Pourquoi demander un cadre logique et un plan d'action lorsqu'il n'y a aucune information et que le temps est une ressource cruciale ? La flexibilité est la clé. »

En revanche, certaines personnes interrogées en RDC craignent que les ONG locales ne reproduisent des mécanismes standardisés pour la distribution de l'aide humanitaire (distribution d'abris temporaires, de produits alimentaires et non alimentaires) plutôt que de penser à des approches sur le long terme, de relance agricole ou de soutien à la construction d'abris durables dans le temps pour les personnes déplacées.

Il n'est pas facile de rendre les outils de standardisation du système d'aide cohérents avec les différents contextes et perspectives existants. Cela doit être abordé de manière stratégique et transparente afin d'éviter de transformer les acteurs nationaux et locaux en « clones » d'acteurs internationaux ou, selon les termes d'un représentant de l'ONU en Birmanie, pour éviter « le syndrome du caméléon : nous ressembler, faire les choses comme nous », ce qui supprimerait leur particularité : être « local ».

3. LES PRINCIPES HUMANITAIRES

De nombreux acteurs internationaux se demandent si les principes humanitaires, en particulier l'impartialité et la neutralité, seront respectés par les organisations locales. En effet, les organisations locales (organisations à base communautaire (OBC) et organisations de la société civile (OSC)) sont ancrées dans leurs circonscriptions historiques, culturelles et religieuses et doivent leur rendre des comptes de manière formelle et informelle. Au nord de la Birmanie, les camps de personnes déplacées à l'intérieur sont fréquemment investis par des groupes religieux, durant leur déplacement vers l'institution la plus proche qui partage leur foi.³ En RDC, même s'il n'y a aucune ligne de front clairement identifiée ou de discrimination fondée sur l'appartenance religieuse, politique ou ethnique, il existe des tensions concernant les partenariats avec les ONG locales. Une de leurs principales forces est leurs liens avec les communautés et les autorités locales. Ces liens étroits sont également perçus comme une faiblesse : il existe un risque réel de népotisme, avec des ONG locales qui donnent la priorité à leurs propres réseaux d'emplois, de fournisseurs, de bénéficiaires, etc. Tous les organismes qui travaillent en partenariat avec des ONG locales doivent porter une attention particulière sur ce point, bien que ces faiblesses ne se limitent pas aux ONG locales.

En revanche, en Birmanie, certaines organisations nationales s'inquiètent du niveau de neutralité des acteurs internationaux, telles que les agences de l'ONU, estimant que leurs liens avec le gouvernement sont trop étroits et que la communauté internationale est trop complaisante. Certaines organisations nationales se sont également demandé quels principes humanitaires devrait-on le plus respecter : la neutralité et l'impartialité sont-elles plus importantes que l'humanité ? En RDC, la MONUSCO⁴ n'est pas perçue comme complètement neutre et l'alliance avec les agences des Nations Unies peut compromettre les principes d'indépendance et de neutralité. Si la situation politique se détériorait, le positionnement de ces forces de sécurité pourrait changer, ce qui pourrait affecter par conséquent les partenaires locaux et internationaux des agences de l'ONU.

Enfin, la manière dont la neutralité et l'impartialité sont comprises peut donner lieu à des questionnements dans le cadre du programme de localisation : ces principes doivent-ils être appliqués à tous les niveaux, y compris au niveau local, ou doivent-ils seulement être appliqués aux niveaux supérieurs (par exemple, au niveau d'une crise ou d'un pays) ? En d'autres termes, l'action cumulative de plusieurs OBC partielles et d'OSC n'atteint-elle pas un certain degré d'impartialité et de neutralité ?

En RDC et en Birmanie, certains acteurs internationaux travaillent avec des acteurs locaux qui, pris individuellement, ne sont pas neutres ou impartiaux. Ils considèrent la neutralité et l'impartialité à un niveau supérieur (province/état/région). C'est l'aide dans son ensemble qui doit être neutre et impartiale, et non un projet ou un partenaire pris individuellement.

Souvent, dans le cas d'un problème de sécurité, les acteurs locaux n'ont pas la même protection ou les mêmes solutions que les acteurs internationaux. Cette différence de traitement, notamment pendant les évacuations, est souvent perçue comme une injustice et soulève d'importantes questions éthiques.

4. GESTION DE LA SÉCURITÉ ET TRANSFERT DE RISQUE

Un des avantages clairs pour les acteurs internationaux de collaborer avec les acteurs locaux dans les zones très précaires inaccessibles aux organisations internationales est le fait qu'ils sont soumis à des contraintes de sécurité moindres, sous peine, en d'autres termes, de prendre davantage de risques. La localisation de l'aide entraîne souvent le transfert des risques des acteurs internationaux vers les acteurs nationaux. C'est une des raisons essentielles pour mondialiser le processus de localisation, mais elle est rarement exprimée explicitement.

³ Voir le document « L'humanitarisme fondé sur la foi dans le nord de la Birmanie », par Edward Benson et Carine Jaquet dans la publication *La foi et les réponses au déplacement*, Novembre 2014

⁴ Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

Les acteurs internationaux collaborent de plus en plus avec les acteurs locaux (« télé opération », « sous-traitance » ou « partenariats »), mais il est rare que les risques accrus qu'encourent les acteurs locaux sont reconnus. Souvent, les acteurs locaux ont moins de ressources logistiques (véhicules, moyens de communication, protection physique) et sont moins bien préparés en termes de procédures de sécurité et de formation par rapport à leurs homologues internationaux. Il n'est pas surprenant alors que les taux de pertes parmi les travailleurs humanitaires nationaux sont les plus élevés. Dans le document « Les effets de l'insécurité sur la couverture humanitaire » (Stoddard et Al., 2016), il est dit que « les ONG nationales sont toujours parmi les plus présentes dans les zones dangereuses, ainsi que le CICR et quelques ONG internationales. »

Souvent, dans le cas d'un problème de sécurité, les acteurs locaux n'ont pas la même protection ou les mêmes solutions que les acteurs internationaux. Cette différence de traitement, notamment pendant les évacuations, est souvent perçue comme une injustice et soulève d'importantes questions éthiques.

Des stratégies visant à atténuer ces risques en sont encore à leurs balbutiements. Les acteurs locaux n'ont souvent pas la même protection, le soutien de leur gouvernement ou les mécanismes d'assurance en cas d'incident de sécurité (blessure, décès, invalidité de longue durée, etc.). Dans de nombreux cas, des évacuations sanitaires à l'étranger sont uniquement effectuées pour les acteurs internationaux, ou dans certaines circonstances pour les gestionnaires nationaux des grandes institutions nationales. Au mieux, le personnel des ONG locales reçoit des soins médicaux de leurs services de santé locaux, même si cela peut dépendre de leur police d'assurance (souvent inexistante) ou des ressources de leur famille. Bien que

Un partenaire national en RDC explique que « lorsqu'il y a des problèmes de sécurité sur le terrain, les employés internationaux sont évacués. Nous restons à l'écart. Qui plus est, nous n'avons pas les moyens de nous protéger correctement ou de gérer les difficultés s'il y a un problème. Ce n'est pas juste ».

de nombreuses ONG internationales aient mis en place des procédures pour fournir une assistance aux familles lorsque les employés internationaux ou nationaux meurent sur le terrain, ces procédures sont beaucoup plus rares parmi les ONG nationales et locales.

5. FINANCEMENT DIRECT ET RESPONSABILISATION

Une contrainte importante pour les donateurs (et par conséquent pour la réponse humanitaire) est la taille des projets que les ONG locales peuvent mettre en œuvre. L'approche de nombreux donateurs à la localisation est donc de travailler grâce à des fonds communs axés sur les pays ou des agences internationales. Le manque de clarté sur ce que l'on entend exactement par les « intervenants locaux » et « aussi directement que possible » dans la Grande Négociation est une source de tension dans les débats sur la localisation.

La mise en place d'une gestion administrative, financière et des ressources humaines appropriée, ainsi que d'une responsabilisation financière et opérationnelle à la hausse et à la baisse, est déjà un défi pour les ONG internationales développées et perfectionnées. C'est encore plus compliqué pour les ONG nationales et locales, dans la mesure où les compétences financières, la rétention du personnel, la mémoire institutionnelle et la capacité d'accéder au matériel et aux logiciels appropriés sont souvent une contrainte importante.

Il est important que les donateurs clarifient le niveau de risque qu'ils sont prêts à assumer lorsqu'ils travaillent directement ou indirectement avec les institutions nationales et locales. Suite au Sommet mondial sur l'action humanitaire et à la Grande Négociation, il n'est pas acceptable que le poids des défis de gestion et de responsabilisation imposé par les donateurs ne soit pris en charge que par les ONG internationales.

L'évaluation des capacités locales, si possible d'une manière proactive, implique qu'il existe des systèmes en place pour ce faire. Certaines ONG internationales ont considérablement investi dans de tels systèmes et les utilisent à la fois pour évaluer les capacités et élaborer des stratégies de formation et de soutien. Les donateurs doivent appuyer l'évaluation des organisations locales et établir un mécanisme de filtrage préalable (comme

la convention cadre de partenariat d'ECHO) pour permettre un financement accéléré afin de pré identifier et présélectionner les intervenants. Les donateurs doivent prendre conscience que le travail avec les ONG nationales et locales n'est pas sans risque. Les ONG locales ont également besoin de développer leur propre budget institutionnel. Les donateurs devraient accepter que les coûts de soutien aux ONG nationales et locales puissent être considérés comme un coût direct éligible.

6. ASSOCIER L'AIDE, LA RÉHABILITATION ET LE DÉVELOPPEMENT

La localisation de l'aide est liée de près au lien Humanitaire Développement. Ces deux flux de travail de la Grande Négociation devraient être considérés comme intrinsèquement liés. En général, les acteurs locaux qui fournissent une assistance humanitaire sont souvent impliqués dans des activités de développement avant et après la crise humanitaire. Ils ont souvent à la fois des projets humanitaires et de développement et des projets avec différents délais et différentes sortes de financement. Cependant, les modes de gestion utilisés sont radicalement différents et les budgets impliqués dans les réponses humanitaires ne sont pas comparables aux plus petits budgets de programmes de développement.

Les ONG locales et nationales devraient éviter d'être tributaires des financements externes et institutionnels et réfléchir à d'autres types de revenus internes. Ceci est difficile pour les ONG internationales aussi, et cela l'est davantage pour les acteurs locaux issus des contextes à faibles ressources où les « généreux donateurs privés » se font rares.

En Birmanie, selon les membres de Trócaire, « la plupart des acteurs locaux sont encore très jeunes. Seuls quelques-uns ont la capacité de se déplacer rapidement. Ils survivent d'un projet à l'autre avec peu de perspectives sur du « plus long terme ». Tant qu'il n'y aura pas de fonds de base pour les ONG locales, ils resteront dépendants de leurs partenaires internationaux. Dans de tels contextes, les partenaires locaux sont toujours surchargés de travail et ont très peu de temps pour explorer correctement leur avenir. »

Si la localisation signifie que plus de ressources devraient être transférées directement aux ONG locales, comment éviter une « bulle humanitaire » qui risquerait de rendre ces organisations dépendantes de l'aide extérieure et vulnérables à l'augmentation et à la baisse souvent brutales du financement humanitaire.

En outre, seuls quelques acteurs nationaux en Birmanie ont accès à la population touchée et peuvent fournir une aide humanitaire à une échelle significative. En conséquence, les agences internationales sont très désireuses de travailler avec eux, avec le risque qu'ils soient forcés à se développer trop vite. Cela pourrait mener à concentrer le pouvoir et les ressources sur un petit nombre d'ONG, ce qui occasionnerait une perte de diversité parmi les OSC. En outre, injecter plus d'argent dans les ONG locales lorsque les services publics sont sous-financés et que les fonctionnaires sont sous-payés risque de créer des tensions entre ces acteurs locaux. Les personnes interrogées se sont dites préoccupées par le fait que les ONG locales deviennent plus influentes que le gouvernement local. Si les budgets augmentaient, la société civile locale se retrouverait involontairement en danger.

Parallèlement à la localisation de l'aide, les organisations de développement doivent également s'engager davantage dans la consolidation de la règle de droit et de l'appui à l'administration et aux services publics. Cela aidera à faire en sorte que l'État s'acquitte de ses responsabilités et que le secteur humanitaire puisse renforcer la société civile locale et la compléter lorsque cela est nécessaire.

En conclusion

Le Sommet humanitaire mondial, la Grande Négociation et les initiatives liées à la localisation, telles que la Charte4change, Changement de pouvoir et les échanges dans le cadre de cette étude, ont une influence notable dans la sensibilisation des acteurs locaux et nationaux à propos de leur rôle dans la réponse humanitaire. Cette prise de conscience doit être suivie de changements tangibles et véritables dans les politiques.

La localisation en tant que concept gagne du terrain et modifie les récits et les positions aussi bien au niveau international que local. Les organisations locales ont davantage de force et d'impact, sont mieux organisées, informées et engagées. Pourtant, le débat sur la localisation reste essentiellement conceptuel et la majorité des discussions sur le respect des engagements de la Grande Négociation se déroulent actuellement au niveau international, avec un engagement limité des acteurs locaux, et sont principalement axées sur la question du financement. Les problèmes présentés ici, en plus du financement, sont essentiels pour changer les pratiques actuelles. L'investissement dans la durabilité des acteurs locaux, au-delà d'une crise humanitaire, est vital, et cet investissement concerne bien plus que l'argent.

Cette recherche aidera à diriger la conversation vers des considérations pratiques et opérationnelles et à sécuriser des changements concrets dans la façon dont l'action humanitaire peut être plus inclusive et consciente de la connectivité insoluble de l'action humanitaire et du développement.

Un an après le Sommet humanitaire mondial, l'avenir du secteur dépend de la façon dont les parties prenantes parviennent à respecter les engagements pris durant la Grande Négociation et dont le débat sur la localisation est véritablement local.

Trócaire a été créée en 1973 avec un double objectif : soutenir les personnes les plus vulnérables vivant dans les régions les plus pauvres du monde, tout en sensibilisant le grand public à l'injustice et à la pauvreté dans le monde. Aujourd'hui, Trócaire travaille en partenariat avec des organisations locales et ecclésiastiques, en soutenant des communautés dans plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient pour apporter des changements durables. Trócaire est membre de **Caritas Internationalis**, la confédération internationale de l'Église catholique regroupant 165 agences de développement. Trócaire est également membre de la **CIDSE, l'alliance internationale des agences catholiques de développement**, qui œuvre ensemble pour la justice dans le monde. Les membres de la CIDSE sont présents dans plus de 118 pays et territoires à travers le monde : www.trocaire.org.

Créé en 1993, le Groupe URD est un institut indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et l'élaboration de politiques pour la gestion des catastrophes, les secteurs humanitaires et post-traumatiques. Impliqué dans la recherche et les évaluations en Asie, en Europe, en Afrique et dans les Amériques, le groupe approche des situations et des programmes d'aide sous des angles multidisciplinaires, il produit une large gamme de produits, allant de l'analyse stratégique aux outils méthodologiques : <http://www.urd.org/?lang=fr>.



Irish Aid

An Roinn Gnóthaí Eachtracha agus Trádála
Department of Foreign Affairs and Trade

« Les idées, les opinions et les commentaires présentés ici sont de l'entière responsabilité de l'auteur et ne représentent pas nécessairement ou ne reflètent pas la politique d'aide irlandaise. »